

Initiatives ministérielles

nouvelle société. Il devrait même se réserver la part du lion pour s'assurer que la recherche et le développement restent au Canada. Il pourrait ainsi s'assurer que ces sociétés européennes n'acquerront pas de Havilland de Toronto dans le seul but de fermer l'un de leurs compétiteurs.

C'est essentiel pour sauver des emplois au Canada, mais le gouvernement ne veut pas intervenir parce qu'il croit à l'économie de marché absolument libre. S'il continue dans cette voie, il va ramener l'industrie de l'Ontario au niveau de celle du Nouveau-Brunswick! Ce pourrait être une véritable tragédie.

On nous dit de nous adresser à Investissement Canada, mais cet organisme peut-il vraiment nous protéger? Sous le gouvernement actuel, son score est de 914 à 0. J'ai vérifié: 914 approbations contre zéro rejet.

Le Canada doit maintenir une présence dans la haute technologie, les investissements et l'aérospatiale. Ils ne faut pas les laisser aller. Je m'inquiète au sujet de de Havilland, de l'Accord de libre-échange et des pertes d'emploi. Le gouvernement gère très mal notre économie.

Avant de terminer, je voudrais parler des affaires constitutionnelles. Je crains que tout soit négociable pour le premier ministre et qu'il ne parle pas au nom du Canada.

Je me suis réjoui cette semaine, comme tout le monde, qu'un membre du Bloc québécois, le groupe séparatiste du Québec, revienne au bercail, du côté du gouvernement. Nous aurions préféré qu'il aille ailleurs, mais l'essentiel, c'est qu'il a rejeté le séparatisme. Notre pays court un grave danger, mais je commence à voir la lumière au bout du tunnel. J'espère que nous réussirons encore une fois à réconcilier les Français et les Anglais au Canada.

Le premier ministre est bien connu pour la façon qu'il a de conclure un accord: il est plus intéressé à signer l'entente qu'à savoir ce qu'elle contient. Ce n'est pas un bâtisseur comme certains autres premiers ministres. Les premiers ministres provinciaux doivent représenter leur province, chacun à sa façon. M. Mulroney ne représente pas le Canada. Nous avons besoin de dirigeants qui représentent notre pays. Il n'y a rien qu'il ne donnerait pas, en matière de pouvoirs fédéraux ou de programmes sociaux nationaux, pour parvenir à conclure un accord.

Le premier ministre a rejeté le blâme de l'échec de l'accord du lac Meech sur tout le monde, sauf lui. C'est la faute de M. Wells. C'est aussi la faute de Elijah Harper,

du NPD et de bien d'autres. Je lui suggère d'examiner son propre cas.

J'aimerais rappeler ce qu'un Canadien distingué, M. Tom Berger, a dit à cet égard:

Les Canadiens anglais étaient plus voués à la cause du Canada que nos chefs l'étaient. C'est pourquoi l'accord du lac Meech a échoué, et non parce que le Canada anglais s'opposait de façon obstinée à la clause de la société distincte. Même s'ils n'en comprenaient pas tous les détails, les anglophones avaient l'impression que cet accord était une autre étape dans le démantèlement du système fédéral canadien par le gouvernement Mulroney. Le respect que les Canadiens montrent généralement envers l'organisation politique était absent du débat sur l'accord du lac Meech.

Permettez-moi de vous signaler certaines choses pour terminer. Dans les mois qui viennent, nous devons modifier notre politique économique. Nous devons stopper la désindustrialisation du Canada. Nous devons protéger nos emplois. Nous devons considérer le pays d'une perspective économique qui n'entraîne pas le détournement de nos ressources vers les sources de main-d'oeuvre bon marché du Mexique.

• (1250)

Nous devons développer la technologie de pointe, au Canada. Nous devons y faire une plus large place à l'environnement, à l'éducation, à nos institutions nationales. Il nous faut un gouvernement national, non pas un gouvernement au Québec, en Colombie-Britannique ou en Ontario, mais un gouvernement central qui puisse réunir tous les éléments. Nous ne pouvons pas décentraliser tous nos programmes vers les provinces. Nous avons besoin d'institutions nationales comme les régimes publics d'assurance-maladie et les programmes de garderie. C'est ce qui fait que le Canada est un pays civilisé. C'est ce qu'il nous faut, et c'est ce que les Canadiens demandent. Ils veulent une direction.

Le premier ministre devrait déclencher les élections. Qu'il n'ajourne pas le Parlement, qu'il déclenche les élections et qu'il confronte les électeurs canadiens. Ils lui donneront un message. Les Canadiens se débarrasseront vite fait de ces fripouilles.

Le président suppléant (M. DeBlois): J'ai reçu aujourd'hui un avis écrit du député de Scarborough-Est m'informant qu'il sera incapable de proposer la deuxième lecture de son projet de loi pendant l'heure réservée aux affaires émanant des députés.

[Français]

Par conséquent, l'ordre tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-329 sera porté au bas de la liste de priorités établie pour les affaires émanant des députés.